

# enoromi

Magazine

## DOSSIER SPÉCIAL LES JOURNÉES DE L'INDUSTRIEL

**12** MANAGEMENT  
PACÔME  
MOUBELET-BOUBEYA

*La quête de stratégies viables pour la  
compétitivité du secteur.*

**Salon : les producteurs  
locaux à l'honneur!**

**LE PREMIER SALON  
DU GENRE AU GABON**

**LES PRINCIPALES ENTREPRISES  
INDUSTRIELLES PRÉSENTES**

**DES CONFÉRENCES  
THÉMATIQUES**



**SCANNEZ  
LE QR CODE**

*Pour plus de contenu  
sur notre site web  
[www.enoromi.com](http://www.enoromi.com)*

**MAGAZINE GRATUIT**



771473 968012 >

Confort et qualité pour notre  
atout le plus précieux : vous



## PONGARA LODGE



Fraîchement renové pour mieux vous servir, venez découvrir la nouvelle atmosphère de cet hébergement idéal pour un séjour inoubliable au Parc National de Pongara.

### Activités

Beach bikes • Randonnée pédestre • Pique-nique dans la savane • Observation d'animaux • Pêche • Kayak sur la lagune • Salle de réunion

## LOANGO CAMPS



Venez explorer les biodiversités différentes et époustouflantes de 3 camps uniques, pour une aventure exceptionnelle au cœur de la richesse du Parc National de Loango.

### Activités

Safari 4x4 • Safari en bateau sur la rivière • Randonnée pédestre

- À la rencontre des gorilles
- Observation d'animaux
- Visite nocturne des crocodiles
- Observation des oiseaux endémiques de la zone
- Pêche sportive



Le surprenant oasis  
qui rendra mémorable  
votre rencontre avec  
mère Nature

241 74 41 65 69 / +241 74 40 56 05  
reservations@luxurygreen-resorts.com  
www.luxurygreen-resorts.com



**Directeur de publication**  
Dorine Henry M.

**Rédacteur en chef**  
Seif Mostley

**Graphisme & maquette**  
Davy MEGNIE  Think different

**Webmaster**  
Simon Steven OBAME

**Photographies**  
Junior Photographie

**Régie publicitaire**  
Prestige Com Premium  
Téléphone : +241 77 65 75 75

**Équipe de rédaction**  
Jean Paul Augé OLLOMO  
Griffin ONDO  
Brice GOTOA

**Tirage mensuel**  
5000 exemplaires

**Imprimé par**  
Services Prestiges International

**Ont participé**  
Mike DOUSSENGUI  
Haïlée MD  
LN

**Suivez-nous également sur les réseaux sociaux**  
@Enoromi Magazine



## ÉDITO

# LA ZLECAF, NOUS DEVONS Y ÊTRE !

Deux ans après son lancement officiel, le 1er janvier 2021, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) n'en finit pas de susciter de vifs espoirs pour les promesses de richesse qu'elle renferme. La création d'un marché unique de 1,3 milliard de consommateurs ne peut que faire envie, et le PIB estimé à 2,6 trillions de dollars encore plus. Cette organisation est sans conteste une aubaine pour le Gabon, particulièrement pour l'essor de son industrie. Il est nécessaire, voire vital, que les acteurs nationaux de ce secteur en quête de stratégies viables pour une meilleure visibilité sur le continent saisissent cette opportunité. Il faut nécessairement qu'on y soit !



**Dorine Henry M.**  
Directeur de publication

Projet ambitieux dont le Gabon a été un des porteurs dès le début des années 1990 à travers l'institution de la Communauté Économique Africaine, la ZLECAF devrait être perçue comme un tremplin pour nos industriels dont les opportunités d'affaires en dehors du seul cadre local sont désormais accessibles. Pour les produits issus de la transformation du bois ou ceux créés par nos entreprises exerçant dans la filière chimique, par exemple, les taxes internationales qui obèrent

les finances des investisseurs sont moindres. C'est du moins une des promesses phares faites. En effet, nos industriels bénéficieraient des droits de douane nettement revus à la baisse. Ce qui leur permettrait de faire des bénéfices non négligeables.

Si certains expriment des doutes plus ou moins légitimes à ce sujet, il convient pourtant de rappeler, grâce à la Banque mondiale que « l'accord réduira les droits de douane entre les pays membres (55) et traitera d'aspects de politique générale liés notamment à la facilitation des échanges et aux services, tout en englobant des dispositions réglementaires

telles que les normes sanitaires et les barrières techniques au commerce ». La ZLECAF, pour nos industriels, est donc une fois de plus une aubaine à ne pas rater.

Seront-ils compétitifs ? La question reste posée. Mais qu'à cela ne tienne, nos industriels, notamment ceux des filières manufacturières et des ressources naturelles, verraient leur production stimulée. Ils y gagneraient assurément beaucoup. ●

# Sommaire



06

## Actualité.

*Les Journées de l'Industriel : Le Gabon sur la voie du développement industriel durable et inclusif.*



12

## A la Une.

### Les Journées de l'Industriel

**La quête de stratégies viables pour la compétitivité du secteur.**

Organisée à Libreville sous l'impulsion du président de la République, Ali BONGO ONDIMBA, et mise en musique par la Première ministre, Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA, la première édition des Journées de l'Industriel a eu lieu du 10 au 12 novembre 2022 sous le thème « Ancrer le Gabon sur la voie du développement industriel durable et inclusif ». Maître d'orchestre de l'organisation de ce salon dédié aux acteurs d'un secteur en quête de stratégies pérennes en vue de booster sa compétitivité au sein de la ZLECAF, le ministre d'État en charge de l'Industrie, Pacôme MOUBELET-BOUBEYA, exprime dans cette interview sa satisfaction, rappelle les ambitions des plus hautes autorités et laisse entrevoir quelques perspectives pour la suite.

## ACTUALITÉS

### 06 Les Journées de l'Industriel :

*Le Gabon sur la voie du développement industriel durable et inclusif.*

### 08 La Société Gabonaise de Garantie :

*La sécurisation du financement des entreprises.*

### 09 Chemin de fer :

*Un éboulement stoppe net le trafic.*

### 10 Loi de finances :

*Plus de 3 600 milliards de FCFA en 2023.*



18

**Dossier Spécial.**

**Les Journées de l'Industriel :**  
*Les producteurs locaux à l'honneur.*

**DOSSIER SPÉCIAL**

18 Les Journées de l'Industriel :  
*Les producteurs locaux à l'honneur.*

**PUBLI REPORTAGE**

24 Les Journées de l'Industriel :  
*Les entreprises montrent leur savoir-faire.*

**ENQUÊTE**

40 Investissement :  
*Une nouvelle arnaque nommée «Sonnedix Gabon»*

**DOSSIER**

42 Corruption :  
*Le Gabon, pays le moins corrompu de la Cemac !*

**INTERNATIONAL**

48 Sommet USA - Afrique :  
*L'Oncle Sam fait son retour sur le continent.*



24

**Publireportage.**

**Les Journées de l'Industriel :**  
*Les entreprises montrent leur savoir-faire.*

# Actualités



## Les Journées de l'Industriel: Le Gabon sur la voie du développement industriel durable et inclusif



*Libreville, la capitale gabonaise, a abrité du 10 au 12 novembre 2022 au Jardin botanique, la première édition des Journées de l'industriel sous le thème « Ancrer le Gabon sur la voie du développement industriel durable et inclusif ». Cette rencontre a permis aux acteurs de l'écosystème industriel gabonais d'évaluer le niveau d'avancement du tissu industriel national et proposer des solutions pérennes aux obstacles liés à la compétitivité de ce secteur.*

La Première ministre, Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA a ouvert le 10 novembre 2022 à Libreville, la première édition des Journées nationales de l'industriel sous le thème « Ancrer le Gabon sur la voie du développement industriel durable et inclusif ». L'évènement visait à présenter le niveau d'avancement du tissu industriel et les opportunités d'investissement, dans l'optique d'améliorer la compétitivité du secteur.

« Ancrer le Gabon sur la voie du développement industriel durable et inclusif, c'est avant tout réaffirmer un engagement, asseoir un choix économique, mais également confirmer la volonté du président de la République, celle de réaliser le Gabon industriel contenu dans le PSGE », a déclaré la cheffe du gouvernement, indiquant qu'il s'agit d'une politique favorable à la prédominance des activités de transformation, au détriment de l'extraction et l'exploitation de matières premières, dans le but de capter et d'augmenter la valeur ajoutée qu'il en résulte. « Il s'agit, a-t-elle soutenu, d'une politique favorisant la mise en place des conditions pour une redistribution de la richesse. »

Pour l'initiateur de cet évènement, le ministre d'État

chargé de l'Industrie, Pacôme MOUBELET-BOUBEYA, l'ambition, au terme de ces rencontres, est de proposer des réponses pragmatiques, pour trouver des solutions aux difficultés auxquelles sont confrontés les industriels, entre autres : l'absence d'infrastructures de transport et énergétiques, l'absence de circuits verts et de facilités financières. « C'est un ensemble de problèmes posés par des industriels qu'il faudra solutionner, pour dynamiser le tissu industriel local et porter la part de l'industrie à un niveau plus important dans le PIB national », a expliqué le membre du gouvernement, et d'ajouter : « Nous voulons montrer également à la face du monde et de nos compatriotes qu'au Gabon nous produisons, transformons et avons une industrie dynamique même si elle est naissante. »

En prélude à ces Journées de l'industriel, Pacôme MOUBELET-BOUBEYA a effectué une tournée provinciale au cours de laquelle il avait visité plusieurs entreprises et relevé de nombreux dysfonctionnements. « Nous avons vu qu'il y a des difficultés au niveau de la fiscalité, de la parafiscalité, des lenteurs dans les processus de dédouanement, un double paiement de la TVA qui est une concurrence déloyale sur les produits qui sont importés par rapport à ceux qui sont produits sur place », a-t-il indiqué. Tout ce qui concourt à l'industrie a été évoqué, notamment l'agro-industrie, la chimie, le bois, le textile, l'énergie, les télécoms, les maintenances logistiques, ainsi que les mines, afin de mieux booster le secteur industriel au Gabon.

### Ali BONGO ONDIMBA présent lors de l'évènement

Cette première édition a été rehaussée par la présence du chef de l'État, Ali BONGO ONDIMBA. Le président de la République a fait une visite des différents stands et échangé avec les exposants et responsables des secteurs variés tels que le bois, les mines, les télécommunications, l'agro-alimentaire, l'énergie et le textile, mais aussi de les encourager et d'apprécier leur savoir-faire.

Par ailleurs, plusieurs panels de haut niveau ont été animés par les membres du gouvernement et des experts afin d'édifier le public sur le processus de transformation industrielle adopté par le Gabon. Cette transformation des

matières premières sur le plan local qui s'inscrit dans la droite ligne de la vision du chef de l'État a pour objectif de générer de la richesse additionnelle, de diversifier le tissu économique local et de créer de nouveaux emplois.

### Des recommandations formulées pour une meilleure amélioration du secteur

Durant trois jours, les échanges au tour des thématiques clés ont permis aux experts du secteur d'isoler les préalables à un meilleur développement industriel du Gabon. Au terme des assises, des recommandations pertinentes ont été formulées.

Il s'agit entre autres de : la volonté politique affichée par l'ensemble de l'administration gabonaise pour mettre en place des mécanismes de promotion de l'industrie locale à grande échelle et un environnement des affaires amélioré et sécurisé ; la mise en place d'un programme de détection de champions nationaux dans les domaines de l'industrie, de l'innovation, de la recherche et du développement ainsi que d'autres domaines qui intégreront les chaînes de valeur régionales et internationales ; la prise en compte du capital humain par la création des centres de formation professionnelle adaptés aux besoins des industriels ; l'adhésion des industriels aux instances formelles de partenariat local telles que la Fédération des entreprises du Gabon (FEG).

D'après le ministre Pacôme MOUBELET-BOUBEYA, il paraît évident que ces recommandations seront concrètes au regard de l'implication des partenaires techniques et financiers dans les différents panels, signe de l'accompagnement et du soutien des organismes qu'ils représentent, au développement du secteur industriel. Ces Journées nationales de l'industriel ont permis aux centaines d'entreprises participantes de s'assurer une bonne visibilité, de promouvoir la production locale le « Made in Gabon » et de nouer de nouveaux partenariats avec les acteurs du secteur. ●

Brice GOTOA

# PASSION AUTO 241

L'AUTOMOBILE VUE DU GABON

## TÉLÉCHARGEZ VOTRE MAGAZINE



SUIVEZ NOUS SUR FACEBOOK @PASSION AUTO 241

### Le Match du mois

La **LC300** se frotte au **Range Rover** dans un **duel sans merci!**

Écrivez nous en inBox pour plus d'infos sur l'automobile au Gabon



### Guide d'achat

Ce mois on vous détaille le SUV **Hyundai ix35**

### Essai Classique

L'histoire de la **Lexus LS400**

### Focus

**RAM TRX**, l'antithèse du **Ford F150 Raptor**

# Actualités



## La Société Gabonaise de Garantie : La sécurisation du financement des entreprises.



*Le Gabon vient de se doter d'un organisme de garantie d'emprunts pour faciliter l'accès aux PME à des financements auprès des banques gabonaises. Pour cela, la Société Gabonaise de Garantie a pour objectif de partager les risques liés aux prêts accordés aux entreprises et permettre ainsi de développer le tissu entrepreneurial local. Explications.*

C'est un parterre de journalistes et de personnalités issues du gotha financier et politique qui a assisté le 14 novembre dernier au lancement officiel des activités de la Société Gabonaise de Garantie (SGG) à Libreville. La SGG est une filiale d'Okoumé Capital, entreprise de capital-investissement du Fonds Gabonais d'Investissement Stratégique (FGIS) qui a pour mission de favoriser la création d'un tissu de PME locales compétitives, innovantes, rentables et pourvoyeuses d'emplois. Pour favoriser l'émergence de ces entreprises gabonaises dans la conquête du marché national et voir à l'étranger, les autorités avaient décidé de mettre à leur disposition un outil qui soit un véritable catalyseur auprès des banques pour favoriser le financement des entreprises. Cet établissement d'un nouveau genre dans le continent africain a pour but d'offrir des solutions de garantie

de prêt aux PME afin d'accroître leurs possibilités de financement auprès des structures agréées au Gabon. Il faut savoir que les établissements de garantie ont pour mission d'assurer les emprunts contractés par les entreprises auprès des banques en cas de défaillance de ces dernières dans le remboursement des emprunts. Pour les emprunteurs que sont les entreprises, ce dispositif présente l'avantage de limiter les garanties personnelles et pour les banques créancières, le risque est pris en charge par l'organisme de garantie.

La SGG est donc le premier établissement financier de garantie de la sous-région à disposer d'un agrément de la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC), le régulateur des marchés financiers de la zone CEMAC. Ses activités visent à couvrir les risques inhérents aux crédits accordés aux entreprises gabonaises qui ont du mal à se financer auprès des banques. Pour cela, la SGG qui dispose d'un capital de 12 milliards de francs CFA (18,3 millions d'euros) et propose un dispositif de partage de risques par le biais de solutions de garanties partielles (50%) de prêt aux entreprises, sous la forme de garanties de portefeuille et de garanties individuelles. Pour celles dont les activités vont dans le sens d'une décarbonation, le taux de garantie monte jusqu'à 75%. Pour l'année 2023, une ligne de crédit de 8 milliards de francs CFA est déjà disponible avec l'objectif de l'augmenter à 50 mil-

liards de francs CFA lors de sa première année. Pour bénéficier du support de la SGG, cette dernière va scruter les potentialités des entreprises et leurs performances en tenant compte de leur savoir-faire, de leur durée dans l'activité et de leur expérience grâce à l'expertise de ses équipes en matière de contrôle, de conformité, de gestion de risque et d'audit.

Pour les autorités publiques gabonaises, la création de la Société Gabonaise de Garantie est le moyen approprié pour favoriser le développement des PME gabonaises. Pour le Chef de l'Etat Ali BONGO ONDIMBA, les entreprises « doivent avoir un accès facile aux financements. C'est la mission dévolue à la SGG » tandis que pour la ministre de l'Economie et de la Relance, Nicole Janine ROBOTY MBOU la SGG « permettra à terme de poser les bases solides d'une plus grande incitation à l'entrepreneuriat ». Le financement des entreprises gabonaises est maintenant garanti auprès des organismes financiers pour le plus grand bonheur des entrepreneurs qui n'en demandaient pas moins pour pouvoir enfin développer leurs activités. ●

Jean Paul Augé OLLOMO



# Actualités



## Loi de finances : Plus de 3 600 milliards de FCFA en 2023.



*Sans surprise, après examen, le Parlement a suivi le gouvernement dans ses prétentions budgétaires pour l'année 2023, en adoptant presque à l'unanimité dans ses deux chambres la Loi de finances arrêtée à 3 602,3 milliards de FCFA.*

### Du palais Rénovation au palais Léon MBA

C'est au cours du Conseil des ministres présidé au palais Rénovation (présidence de la République) par le chef de l'État Ali BONGO ONDIMBA que le Projet de Loi de finances de l'exercice 2023 a été adopté, le 13 octobre. Celui-ci était déjà équilibré en ressources et en charges à 3 602,3 milliards de FCFA, soit une hausse de 306,7 milliards de FCFA par rapport à 2022 (3 295 milliards).

Pour les autorités, cette hausse estimée à 9,3% permettrait de financer les chantiers prioritaires dans les secteurs de la santé et du social (23, 8 milliards de FCFA) ; de l'éducation, de l'emploi et de la formation professionnelle (24,4 milliards) ; de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (12,4 milliards) ; des infrastructures et des transports (96, 7 milliards).

Comme il est d'usage, chacun des ministres titulaires est allé défendre son dossier à l'Assemblée nationale. Et après un mois d'auditions et d'examen en commission, les députés ont renouvelé en grande majorité (107 sur 120) leur confiance au gouvernement. Le 23 novembre dernier, ils ont en effet adopté le budget de l'État, non sans faire quelques remarques à l'adresse des autorités.

### Le «oui, mais» des députés

Conformément aux dispositions de l'article 55 de la Constitution consacrant le principe de la séparation des pouvoirs entre l'Exécutif et le Législatif, Faustin BOUKOUBI, président de l'Assemblée nationale, et ses collègues ont exprimé quelques regrets et énoncé plusieurs recommandations. Les élus ont, entre autres, invité le gouvernement à œuvrer en vue d'une meilleure collaboration entre les administrations pour une meilleure élaboration de la Loi de finances et un meilleur contrôle de son exécution, rapporte le quotidien l'Union. Les élus ont également recommandé aux dirigeants « la création d'un compte d'affectation spéciale spécifique à l'entretien du patrimoine routier de l'État, la limitation de la pratique excessive des exonérations consenties à certaines entreprises ».

« Nous prenons bonne note de ces recommandations », a déclaré Édith EKIRI MOUNOMBI épouse OYOUOMI,

ministre du Budget et des Comptes publics, au terme du vote.

### Les sénateurs suivent

Respectant là aussi l'usage en la matière, le gouvernement a présenté pour examen et adoption le même projet de loi de finances au palais Omar BONGO ONDIMBA, siège du Sénat. Quelques semaines après, celui-ci a été à l'identique avec l'Assemblée nationale. Les sénateurs, qui ont soumis les membres du gouvernement à leurs questions, ont finalement été satisfaits de leurs réponses, bien qu'ils n'ont pas manqué d'émettre doutes et réserves.

Ouvrant le bal, la ministre de l'Économie et de la Relance Jeannine Lydie ROBOTY épouse MBOU et sa collègue du Budget et des Comptes publics ont dû réexpliquer que « le budget 2023 met notamment l'accent sur la sécurisation de la mobilisation des ressources, la protection du pouvoir d'achat de nos compatriotes et l'accélération des travaux des infrastructures de transport » et que celui-ci « prend en compte les actions et projets du Plan d'accélération de la transformation, notamment l'emploi des jeunes, l'éducation, la formation professionnelle, la route et la santé ». ●



# STATION ADL



Notre station « ADL », avec un positionnement stratégique à quelques encablures de l'Aéroport de Libreville, et d'une kyrielle d'entreprises, d'administrations et des ménages, est une des plus modernes de notre pays. Dotée de distributeurs des dernières générations, elle offre des services de qualité aux consommateurs.

On y trouve un réel espace de vie aux standards internationaux, avec une concentration d'activité de proximité orientée à la personne. En plus d'un espace de shop, un restaurant, un bar à parfum, un prêt à porter, un lavage et un graissage.



## NOS SERVICES

-  CARBURANT
-  RESTAURANT
-  GAB'OIL SHOP
-  LAVAGE AUTOMOBILE
-  BANK
-  GRAISSAGE
-  BOUTIQUES



► MANAGEMENT

# LES JOURNÉES DE L'INDUSTRIEL.

**La quête de stratégies viables  
pour la compétitivité du  
secteur.**



Organisée à Libreville sous l'impulsion du président de la République, Ali BONGO ONDIMBA, et mise en musique par la Première ministre, Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA, la première édition des Journées de l'industriel a eu lieu du 10 au 12 novembre 2022 sous le thème « Ancrer le Gabon sur la voie du développement industriel durable et inclusif ». Maître d'orchestre de l'organisation de ce salon dédié aux acteurs d'un secteur en quête de stratégies pérennes en vue de booster sa compétitivité au sein de la ZLECAF, le ministre d'État en charge de l'Industrie, Pacôme MOUBELET-BOUBEYA, exprime dans cette interview sa satisfaction, rappelle les ambitions des plus hautes autorités et laisse entrevoir quelques perspectives pour la suite.

### ENOROMI MAGAZINE

« Ancrer le Gabon sur la voie du développement industriel durable et inclusif ». Monsieur le Ministre d'État, pouvez-vous nous dire à quoi renvoie cette thématique des premières Journées de l'industriel ? Quel en était le but ?

### Pacôme MOUBELET-BOUBEYA

Tout d'abord, permettez-moi de vous remercier de l'opportunité que vous m'offrez de communiquer sur « les Journées de l'Industriel ».

Cette thématique rappelle que le Gabon, sous la Très Haute impulsion du président de la République, chef de l'État, S.E.M Ali BONGO ONDIMBA, veut accélérer son industrialisation par la mise en œuvre des moyens visant la promotion du secteur et des externalités positives ainsi que leurs impacts importants sur le reste de l'économie. Autrement dit, industrialiser le Gabon, c'est diversifier son économie, assurer sa montée en gamme et favoriser la création d'emplois.

De ce fait, le but de ces Journées était de présenter le niveau d'avancement du tissu industriel gabonais ainsi que les opportunités d'investissements dans l'optique d'améliorer la compétitivité du secteur.

Cette compétitivité est à mon sens, nécessaire pour faciliter l'accès aux marchés régionaux et mondiaux qui dépendent de la disponibilité des ressources humaines qualifiées, d'infrastructures économiques viables et d'un cadre des affaires favorables.

Ensuite, permettez-moi à nouveau de rappeler qu'en avril 2012, le gouvernement gabonais s'est doté d'une Stratégie nationale d'industrialisation (SNI), qui est une déclinaison du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), dans laquelle un principe nouveau est fondé autour de trois axes majeurs. Le premier axe appelle l'obligation de transformation locale de toute matière première. Le deuxième axe détermine les projets à développer et le troisième axe fixe les moyens à mobiliser pour diversifier notre économie. Pour y arriver, la SNI met l'accent sur la création d'industries locales de transformation dans les cinq (05) filières suivantes que sont : les mines, la forêt-bois, l'agro-industrie, la pêche-aquaculture et enfin les matériaux de construction. Dans chaque filière, l'objectif majeur est de remonter la chaîne de valeur en créant davantage de valeur ajoutée.

Comme vous pouvez le voir, la SNI est un modèle d'industrialisation rapide tiré par les exportations dans une optique de gestion durable. Il s'agit donc pour le Gabon de tirer profit de la segmentation verticale de la chaîne de valeurs au niveau mondial pour se positionner sur les segments dans lesquels il a un avantage compétitif. Il y a lieu de préciser que ladite industrialisation doit se faire en conciliant le respect de la préservation de l'environnement, la responsabilité sociétale des entreprises avec le partage des richesses.

## Management

En définitive, la croissance inclusive repose, d'une part, sur le développement des compétences et sur l'employabilité, et d'autre part, sur le dynamisme et la profondeur du tissu des PME et PMI et leur capacité à s'insérer dans des chaînes de valeurs horizontales au sein des clusters industriels.

### ENOROMI MAGAZINE

Quel bilan faites-vous de ces Journées? Les objectifs ont-ils été atteints? Que faut-il améliorer pour les prochaines éditions?

#### Pacôme MOUBELET-BOUBEYA

L'objectif général des Journées de l'Industriel était de présenter le niveau d'avancement du tissu industriel gabonais ainsi que les opportunités d'investissements dans l'optique d'améliorer la compétitivité du secteur. C'était également l'occasion pour les entreprises nationales de montrer leurs capacités de production.

En prenant mes fonctions, j'ai mené une tournée d'imprégnation au sein de certaines unités industrielles installées sur notre territoire. Les industriels qui œuvrent à l'essor de notre économie m'ont partagé leurs difficultés et leurs préoccupations. Fort de tout cela, en organisant les Journées de l'Industriel, nous avons tenu non seulement à inclure leurs attentes, mais également à assurer une bonne visibilité des entreprises industrielles, à promouvoir la production locale "Made in Gabon", à exposer et à vendre leurs produits, à faire connaître les métiers, à aider les ménages à optimiser leurs achats en minimisant leurs dépenses, à traiter des thématiques en vue de relever les défis actuels communs, et enfin, à adopter des recommandations pour permettre aux industriels, aux partenaires et à l'État d'avancer ensemble en prenant en compte l'importance stratégique de conduire une démarche d'optimisation qui permet une mise à niveau graduelle et concertée du secteur.

La plupart de ces attentes ayant trouvé des réponses, le public visé a répondu présent, nous pouvons dire que les objectifs ont été atteints.

Toutefois, beaucoup de nos industriels n'ont pas pu prendre part aux journées

faute d'espace pour tous les accueillir. C'est un bilan globalement satisfaisant au regard, de l'engouement suscité par les industriels, de la pertinence des thématiques abordées et de la qualité des panélistes invités à cet effet. La particularité de cet événement a été de montrer toute la diversité productive locale au grand public. En effet, nos compatriotes ne sont pas souvent informés des produits « made in Gabon ».

Le défi pour les années à venir serait de pérenniser l'événement pour en faire une plateforme privilégiée d'échanges et d'affaires, de discussion sur les questions de production, d'industrie verte afin de susciter davantage l'intérêt et la participation des industriels autour de cet événement d'envergure.

### ENOROMI MAGAZINE

Au sortir de ces Journées de l'industriel, quelles en sont les recommandations? Quelles sont celles qui seront appliquées à court, moyen et long terme?

#### Pacôme MOUBELET-BOUBEYA

Les panélistes, après 03 jours de travaux et de concertation entre les acteurs étatiques, les industriels et le public, sont arrivés à la formulation des cinq (05) recommandations suivantes :

- La mise en place effective d'un "Circuit Vert" pour faciliter le dédouanement des matières premières et autres équipements industriels ;
- L'application d'une redevance sur les produits importés, mais déjà fabriqués au Gabon ;
- La réduction à 5% des droits de douane sur tous les intrants des industriels ;
- L'alignement des curricula des centres de formation professionnelle aux besoins réels des industriels ;
- Et enfin, la révision de la classification des entreprises industrielles.

Concernant le second volet de votre question, il faut indiquer que ces recommandations devront faire l'objet d'une concertation entre le Ministère de l'Industrie, les administrations sectorielles et les industriels afin de prioriser les dites recommandations et de dégager un chronogramme de mise en œuvre.



### ENOROMI MAGAZINE

Le Gabon dispose des zones économiques, notamment la Zone économique spéciale de Nkok. Quelle est l'importance de ces zones dans l'économie gabonaise? N'y a-t-il pas d'autres cadres pour les investissements?

#### Pacôme MOUBELET-BOUBEYA

Il paraît important de rappeler le contexte de la création de ces zones. Avant 2010, le Gabon exportait exclusivement du bois brut, gagnant peu de valeur par unité de bois exporté. Le bois manquait de traçabilité, tandis que l'infrastructure logistique était limitée et ne pouvait pas soutenir la croissance souhaitée du secteur.

Le président de la République, chef l'État, S.E.M Ali BONGO ONDIMBA va prendre en 2010, la décision courageuse et visionnaire d'interdire l'exportation du bois en grume. Aujourd'hui, cette décision pragmatique a eu un impact positif dans l'économie gabonaise.



Aujourd'hui, la Zone économique spéciale de Nkok a permis de créer plus de 10.000 emplois directs. Elle compte 114 entreprises installées sur ce site qui opèrent dans des secteurs variés et elle a réussi à attirer 1 235 milliards de FCFA d'investissements directs étrangers. C'est donc un succès, comme l'a indiqué le Chef de l'État durant son adresse à la Nation du 31 décembre 2022.

NKOK abrite aujourd'hui d'autres types d'entreprises de transformation industrielle, notamment dans les secteurs de la métallurgie, des produits pharmaceutiques, de matériaux de construction, de transformation de l'or, du plastique, et j'en passe...

À titre d'illustration, les entreprises du bois ont exporté 17 009 conteneurs EVP au premier semestre de 2022, soit une hausse de 34% par rapport au premier semestre 2021. La valeur des exportations a ainsi connu une hausse encore plus significative passant de 69 à 109 milliards de FCFA au premier semestre de 2022.

Il est important de souligner en outre, que la contribution aux recettes fiscales et douanières au premier semestre de 2021 s'élevait à 5,2 milliards de FCFA, pour atteindre les 9,5 milliards de FCFA au premier semestre de 2022, soit une hausse de 83%.

Sur le deuxième volet de votre question, il y aura d'autres cadres pour les investisseurs notamment, la Zone d'Investissement spéciale (ZIS) d'Ikolo à Lambaréné dans le Moyen-Ogooué, qui est récemment rentrée en activité ; la Zone d'investissement spécial de la Mpasasa-Lebombi dans le Haut-Ogooué. Toutefois, sur les Très Hautes instructions de Monsieur le Président de la République, Chef de l'État, le Gouvernement poursuit l'intensification de ses efforts pour la diversification de notre économie à travers les zones agricoles à forte productivité (ZAP) qui ont été mises en place pour encourager et accompagner les investisseurs nationaux et étrangers à devenir des modèles d'entrepreneurs agricoles.

#### ENOROMI MAGAZINE

Hormis le bois transformé sur place, quels sont les autres secteurs dont les produits sont amenés à subir une transformation locale ? À quand la transformation du manganèse et du gaz au Gabon, par exemple ?

#### Pacôme MOUBELET-BOUBEYA

Il y a les industries dans le domaine de la chimie. Aujourd'hui, le Gabon couvre 70% de ses besoins en matière de peinture. Nous pouvons aussi parler de l'industrie agroalimentaire dans tout son spectre. Enfin, nous pouvons citer la transformation de l'hévéa bien que nous en sommes encore à la première transformation, mais nous passerons bientôt dans la deuxième transformation. Pour ne citer que ces quelques exemples.

S'agissant de la transformation du manganèse au Gabon, il est important de signaler que c'est le Complexe Métallurgique de Moanda qui assure la première transformation du manganèse, c'est-à-dire la production de manganèse métal électrolytique et de silico-manganèse utilisés dans la production d'acier. Le reste de la production de manganèse est effectuée par le chinois

CICMHZ (Compagnie industrielle des mines de Hangzhou), et l'entreprise Nouvelle Gabon Mining (NGM), filiale du groupe indien Coalsale Group.

Pour ce qui est de la transformation du gaz au Gabon, souvenez-vous qu'en juin 2022, le Parlement européen avait décidé que le gaz et le nucléaire étaient désormais considérés comme énergies durables et cette décision devait prendre effet le 1er janvier 2023 ; ce qui ouvre de belles perspectives pour le gaz gabonais dans la production de l'énergie. Le gouvernement gabonais par le biais du ministère du Pétrole travaille avec Perenco sur la construction d'une usine de production de Gaz naturel liquéfié (GNL) au Cap Lopez dans un avenir proche. Ce projet va permettre la production de gaz domestique ou butane à Batanga, dans le département d'Etimboué, dans la province de l'Ogooué-Maritime.

#### ENOROMI MAGAZINE

En 2013, le Gabon a adopté une stratégie d'industrialisation. Peut-on faire une évaluation de cette stratégie ? À quel niveau se situe la réalisation des projets de la stratégie d'industrialisation ?

#### Pacôme MOUBELET-BOUBEYA

En 2022, une évaluation à mi-parcours avait été faite. Il ressort de celle-ci que sur les 54 projets industriels retenus, plusieurs projets ont été réalisés, d'autres sont en cours de réalisation, et une dizaine devrait être lancée très bientôt.

En ce qui concerne les 62 projets d'appui à l'industrialisation, on enregistre un bilan de 13 projets réalisés, 11 projets en cours de réalisation et le reste, soit 38 projets en cours de redéfinition.

Par ailleurs, des efforts restent à être consentis pour parvenir à une pleine réalisation des projets retenus dans la SNI. Comme vous le savez bien, les différentes crises, d'abord économique ensuite sanitaire, n'ont pas aidé à l'accélération des projets préalablement contenus dans la SNI. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a élaboré un Plan d'accélération de la transformation (PAT) en vue de booster la mise en œuvre de ces projets.

**ENOROMI MAGAZINE**

Monsieur le Ministre d'État, il y avait plusieurs panels au cours de ces Journées de l'industriel, notamment celui du financement. Comment parvient-on à financer des projets qui jusqu'à présent ont du mal à démarrer ?

**Pacôme MOUBELET-BOUBEYA**

Très bonne question ! Il faut dire que, outre le panel d'ouverture conduit par Madame Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA, cinq (5) grands thèmes ont été retenus et ont fait l'objet d'échanges durant ces journées. Ils portaient sur le financement de la stratégie d'industrialisation, la dynamisation de l'investissement local à travers l'approche filière, les enjeux et le financement de l'industrialisation en Afrique centrale, l'Économie verte dans la politique d'industrialisation du Gabon et l'importance des industries naissantes dans la croissance économique.

Concernant précisément votre question, le Panel sur le financement de la stratégie d'industrialisation a été l'occasion d'échanger sur cette thématique clé. D'aborder les mécanismes de financement des projets industriels pour les entreprises, en particulier les PMI, afin de formuler des recommandations au gouvernement. À ce sujet, sept (7) recommandations ont été formulées. Il s'agit de la création d'une Banque nationale d'investissement ou de développement, de la domiciliation des recettes de l'État auprès des banques commerciales, de la création d'un Fonds de Développement de l'industrie ou de la compétitivité industrielle, de la promotion des champions nationaux, l'assouplissement des taux auprès des banques commerciales, de la création d'un fonds de financement des Industries, et de l'exigence d'une contrepartie aux subventions accordées par l'État sous forme d'infrastructures et de formation.

**ENOROMI MAGAZINE**

Quelle est la politique mise en place pour soutenir ou accompagner les petites industries au Gabon ? Comment promouvoir l'investissement local ?

**Pacôme MOUBELET-BOUBEYA**

Le Gouvernement a mis en place un cadre pour accompagner les opérateurs économiques qui veulent bien



se lancer dans l'entrepreneuriat et développer un certain nombre d'activités à travers le Guichet unique qui est à l'Agence Nationale de Promotion des Investissements dont les activités visent à la fois l'accompagnement des opérateurs, l'accès au financement, la mise à disposition des instruments de financement, la promotion des investissements et la formalisation des entreprises. C'est l'une des raisons pour lesquelles, l'ANPI a signé une convention avec l'Organisation internationale du travail (OIT) pour la mise en œuvre de son processus de formation appelé «GERME», autrement dit, «Je Gère bien Mon Entreprise».

S'agissant de la deuxième partie de votre question, le panel sur la dynamisation de l'investissement local à travers l'approche filière a permis d'échanger sur la politique industrielle mise en place pour soutenir les PMI. Cette question résume et symbolise tout à la fois, la culture de solidarité, d'action collective et d'écosystème, qui permettent la nécessaire montée en puissance de toute Industrie. À cette fin des recommandations ont été formulées. Il s'agit à titre principal de la mise en place des comités stratégiques de filières, de l'amélioration de la compétitivité des filières et du renforcement de la collaboration entre producteurs et PME, du renforcement de l'assistance adminis-

trative et financière et la signature de contrats de filières.

**ENOROMI MAGAZINE**

Le Gabon a fait son entrée dans la Zone de libre-échange continentale africaine, la ZLECAF. Nos industries sont-elles prêtes à faire face à ce grand marché ?

**Pacôme MOUBELET-BOUBEYA**

Comme vous le savez, la ZLECAF est devenue opérationnelle en 2021. Cette zone vise à mettre en place un marché commun africain dans lequel les droits de douane sont supprimés sur 80% des biens produits par les pays de la zone. C'est également une plateforme de promotion de l'écosystème entrepreneurial et de renforcement de la compétitivité au niveau des entreprises.

Rajoutons que, la ZLECAF représente un marché d'un peu plus d'un milliard deux cent mille consommateurs dont pourrait avoir accès nos industries. Pour qu'elles puissent bien en tirer profit, il y a donc la nécessité de les soutenir dans l'identification des intérêts stratégiques et des possibilités qu'offre le marché au regard des avantages comparatifs dont dispose le pays.

Il faut dire que certaines de nos Industries sont bien plus préparées que d'autres au regard des chiffres d'affaires qui traduisent leur bonne santé. Notre rôle en tant que ministère de tutelle est de faire en sorte qu'au sein de ce marché continental, le Gabon ne soit pas un pays consommateur, mais plutôt un pays producteur.

C'est la raison pour laquelle, nous-nous attelons à faire la promotion du « local content » au niveau national. Cela passe par la mise en place de certaines mesures permettant à nos Industries d'être plus compétitives et dynamiques. Devrais-je vous rappeler que pour le président de la République, chef de l'État, S.E.M Ali BONGO ONDIMBA, le Gabon industriel n'est pas qu'un vain slogan, mais un pilier essentiel dans la diversification de notre économie. C'est une ambition importante pour le Gabon. Nous avons le devoir d'accompagner sa matérialisation. ●

Propos recueillis par  
Dorine Henry M.

# enoromi maazine



[www.enoromi.com](http://www.enoromi.com)

Suivez nous sur les réseaux sociaux  
@Enoromi Magazine



# LES JOURNÉES DE L'INDUSTRIEL

DU 10 AU 12 NOVEMBRE 2022 | LIBREVILLE



## DOSSIER SPÉCIAL

# LES JOURNÉES DE L'INDUSTRIEL

## Les producteurs locaux à l'honneur.

Le Gabon a organisé le premier salon dédié aux industries gabonaises. Placé sous la houlette du président Ali BONGO ONDIMBA et du ministre d'État en charge de l'Industrie Pacôme MOUBELE-BOUBEYA, ce salon a réuni la fine fleur de l'industrie gabonaise en présence d'un public venu nombreux pour visiter les stands où étaient exposés des produits 100% « made in Gabon ». Retour sur ce salon qui aura su tenir ses engagements.

# INDUSTRIEL

LIBREVILLE · GABON



## LE PREMIER SALON DU GENRE AU GABON

Le lieu-dit Jardin botanique, situé dans la zone nord de Libreville, a abrité un événement exceptionnel : la première édition d'un salon dédié aux industriels gabonais. Cette initiative est matérialisation de la volonté des chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Union africaine (UA) de célébrer la journée de l'industrialisation de l'Afrique chaque mois de novembre. Le thème retenu pour l'année 2022 était : « Industrialiser l'Afrique : renouveler les engagements en faveur d'une industrialisation et d'une diversification économique inclusives et durables ». Pour les plus hautes autorités gabonaises en tête desquelles le chef de l'État, Ali BONGO ONDIMBA, il s'est agi

de « mesurer l'état des lieux de la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'industrialisation, ses 54 projets, et veiller à son alignement sur le Plan d'accélération de la transformation ».

Ce grand rassemblement des industriels gabonais se tient dans un contexte mondial tendu par la reprise économique post-Covid19 et aggravé par le conflit en Ukraine ainsi que ses incidences énergétiques, alimentaires et sécuritaires. Le Gabon n'est pas épargné par ces effets pervers, son économie étant fortement exportatrice de matières premières, et le pays étant dépendant des produits finis importés pour sa consommation locale.

Face à cette douloureuse réalité, le gouvernement a décidé de mettre résolument le pays sur la voie de la transformation de ses ressources naturelles et de diminuer sa dépendance aux importations extérieures. Ainsi, les secteurs tels que les unités industrielles de la ZERP de Nkok, les usines de production d'huile de Lambaréné et Mouila incarnent assurément cette volonté d'industrialisation du pays. Cependant, on peut regretter la faible exposition de ces produits industriels pourtant 100% gabonais aux yeux des consommateurs gabonais, d'où la création de cet événement inédit. ○

## LES PRINCIPALES ENTREPRISES INDUSTRIELLES PRÉSENTES

Le ministère en charge de l'industrie a donc décidé de prendre les choses par le bon bout en réunissant en un même lieu du 10 au 12 novembre 2022 une centaine d'entreprises industrielles gabonaises. Le but : favoriser de nouveaux partenariats, exposer leurs produits au grand public gabonais et surtout évaluer le potentiel de ces entreprises face à leurs concurrents étrangers. L'autre

objectif de ce salon était de favoriser la substitution des importations par la consommation de produits 100% gabonais. Plusieurs secteurs manufacturiers étaient présents : les meubles, les aciéries, la cimenterie, les savons, les huiles, le sucre, les médicaments, les peintures, les produits laitiers, les produits agroalimentaires, etc. Même les secteurs qui œuvrent aux côtés des industriels ont

brillé par leur présence dans ce salon : les administrations publiques (DGIC, OGAPI, DG Impôts, DG Douanes, etc.), les banques, les assurances, les organismes de sécurité sociale. Le Salon de l'industriel gabonais a été inauguré par le président de la République en personne, Ali BONGO ONDIMBA en présence de l'ensemble des membres du gouvernement. ○



## UN PUBLIC VENU EN MASSE DÉCOUVRIR LES PRODUCTIONS LOCALES

Le public a également répondu présent lors de ce salon. Les Gabonais ont pu découvrir le talent et le savoir-faire des industriels locaux, acquérir à des prix très avantageux les nombreux produits exposés et découvrir les opportunités aux chercheurs d'emplois qu'offre l'industrie. Certains ont même fait part de leur surprise à la découverte certains produits industriels, Daniel M.N, un trentenaire originaire d'Owendou dira même : « Je n'avais jamais imaginé que tous ces biens pouvaient être fabriqués au Gabon. C'est incroyable ! »



## DE MULTIPLES CONFÉRENCES THÉMATIQUES

À côté du salon d'exposition, des conférences thématiques autour de l'industrie ont également ponctué cet événement. Durant ces 3 jours, des experts en développement industriel, des chercheurs, des chefs d'entreprise auront échangé avec le public en présence des médias sur différentes thématiques axés sur le développement des industries. À ce titre, la Première ministre Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA a été la première intervenante dont les propos concernaient le thème « Ancrer le Gabon sur

la voie d'un développement industriel inclusif et durable ».

Ainsi, d'autres personnalités du monde l'industrie, de la haute administration publique, de la finance, de la politique et de la recherche ont pu également partager avec les spectateurs et autres invités sur des thématiques telles que le « financement de la stratégie d'industrialisation », « dynamiser l'investissement local à travers l'approche filière », les « enjeux et financement de l'industrialisation en Afrique

centrale », ou encore « l'économie verte dans la politique d'industrialisation au Gabon » et enfin « l'importance des industries naissantes dans la croissance économique ». Espérons qu'au regard du succès indéniable de cette première édition, le gouvernement en fasse un événement pérenne pour le plus grand plaisir des consommateurs et des entreprises industrielles du pays.

Jean Paul Augé OLLOMO



**Industrialiser le Gabon,  
c'est diversifier son  
économie, assurer sa  
montée en gamme et  
favoriser la création  
d'emplois (...)**

---

***Pacôme MOUBELET-BOUBEYA***  
***Ministre d'État en charge de***  
***l'Industrie***





► **PUBLIREPORTAGE** Par Jean Paul Augé OLLOMO

## LES JOURNÉES DE L'INDUSTRIEL

### Les entreprises montrent leur savoir-faire.

*Cet évènement d'un genre tout à fait inédit aura été l'occasion pour les industriels gabonais d'exposer leur savoir-faire aux consommateurs durant les 3 journées d'exposition qu'auront duré cette rencontre. De nombreux secteurs ont répondu présents lors de ce salon des talents pour le plus grand plaisir des visiteurs qui ont ainsi pu découvrir les différents produits « made in Gabon » chers aux plus hautes autorités du pays en tête desquelles le Président de la République Ali BONGO ONDIMBA. Bien que ne pouvant présenter toutes les entreprises ayant participé à ces journées de l'industriel gabonais, ENOROMI s'est focalisé sur celles qui ont été les plus attractives non seulement par les variétés des produits qu'elles offrent mais également par le dynamisme qu'elles ont affiché à travers leur stand.*



## LA SOCIÉTÉ GABONAISE D'ENTREPOSAGE DE PRODUITS PÉTROLIERS (SGEPP)

C'est le principal dépôt livrancier en produits blancs (dont l'essence sans plomb, le kérosène/pétrole lampant et le carburacteur Jet A1), de Gasoil et de gaz butane du pays. En effet, la SGEPP est une entreprise de droits gabonais créée en 1967 et dont les missions sont l'entreposage et l'exploitation des produits pétroliers, la construction d'installations de stockage de produits pétroliers et l'assurance de la disponibilité des produits pétroliers sur toute l'étendue du territoire national. A ce titre elle assure l'exploitation des produits pétroliers issus du raffinage du pétrole brut à savoir leur réception, leur stockage et leur mise à disposition auprès des clients consommateurs et ce, en opérant dans le respect des règles d'hygiène, de sécurité, de santé et de protection de l'environnement. Pour preuve, la SGEPP est détentrice de plusieurs certifications Iso (9001-14001-45001) et sa Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) est déjà effective.

La SGEPP assure ses opérations dans tout le pays à travers ses dépôts pétroliers et un dépôt relais. En effet au cours de ce salon, elle a mis en relief à travers une exposition murale, les dépôts d'Owendo et de Moanda dont les capacités respectives sont de 37 et 14 milles mètres cubes, du dépôt gaz situé également sur son site d'Owendo et du dépôt relais qui permet de réceptionner les wagons citernes situé également dans la ville de Moanda. Des échantillons des différents produits pétroliers entreposés dans ses cuves étaient présentés au visiteurs qui ont pu également observer divers matériels de travail des techniciens (des équipements de protection individuel jusqu'aux machines-outils). Il faudra noter également que ces différents dépôts sont approvisionnés par diverses voies de communication (maritime pour Owendo, terrestre et ferroviaire pour Moanda).

Grâce à son expérience de plus de 55 ans au Gabon, la SGEPP a su, au fil des années, faire la preuve de sa maîtrise dans la mise à disponibilité auprès des entreprises et des ménages gabonais des produits pétroliers de qualité en toutes circonstances. Sous l'impulsion de son actuel Directeur Général monsieur Andy-Felix Mankinday NZE-NGUEMA et en adéquation avec la vision du Chef de l'Etat Ali BONGO ONDIMBA traduite dans le Plan d'Accélération de la Transformation (PAT), de nouveaux projets ont vu le jour afin d'élargir les capacités opérationnelles de la SGEPP. En effet, la mise en service de la sphère requalifiée en mai 2021, ainsi que la construction d'une nouvelle sphère sous talus de 4000 mètres m3 grâce à un soutien de l'Etat gabonais vont permettre l'augmentation des capacités de stockage. En outre, la modernisation de l'outil de production aura permis le remplissage de 14000 bouteilles de butane en seulement 7 heures contre 8500 il y a encore un an. Tous ces investissements ont pour but d'assurer l'approvisionnement en continu du pays tout entier en produits pétroliers tout en assurant le leadership de la SGEPP dans le secteur de l'entreposage des produits pétroliers.





## LE GROUPE FOBERD

C'est assurément celui qui aura eu la plus grande exposition au regard du nombre important de visiteurs affichés lors de ce salon. En effet, toutes les entreprises qui composent ce poids lourd industriel gabonais ont toutes fait le déplacement pour montrer la diversité et la qualité de leurs produits issus de leurs productions locales sur les 200 m<sup>2</sup> de surface de ses stands. En effet, le Groupe FOBERD qui est un acteur majeur dans la valorisation et la transformation des matières premières (incluant les déchets industriels) a fait la présentation de ses diverses activités dans la sidérurgie, l'économie circulaire et verte, l'agro-industrie, la plasturgie, l'électroménager, la minoterie, etc. à travers les 8 entreprises que sont FOBERD, SOFAVIN, SOGAMATEC GABON, SOTRASGAB, ACIERIES DU GABON, GIM GABON, COMPLEXE AGRO-INDUSTRIEL, GABON ENVIRONNEMENT SERVICE.





Le groupe qui emploie plus de 1600 employés a notamment présenté aux différents publics (membres du Gouvernement, entreprises, particuliers et autres) dans ses différents stands, la diversité de son activité industrielle ainsi que son engagement sociétal à travers ses actions en faveur de l'employabilité des jeunes et la protection de l'environnement. A ce titre, le Groupe Foberd emploie des jeunes à travers des conventions signées avec des établissements techniques locaux notamment au sein de la Zone Economique Spéciale de Nkok où il accueille 53 jeunes stagiaires dans ses filiales.

Ainsi les visiteurs ont pris d'assaut le stand de SOFAVIN pour y déguster les sodas, vins et spiritueux qu'elle produit localement. Ils ont pu également découvrir les différents matériaux de construction mis à disposition par SOGAMATEC GABON ainsi que les échantillons de farine issus du COMPLEXE AGRO-INDUSTRIEL. Dans la foulée, des représentants des ACIERIES ont présenté les différents matériaux ferreux issus du recyclage des rebus ferreux et de même que le traitement des déchets industriels et médicaux par GABON ENVIRONNEMENT SERVICE.









## LE GROUPE CIMAF GABON

Filiale du géant marocain de la cimenterie Ciment de l'Afrique (Cimaf), l'entreprise Cimaf Gabon a su saisir cette opportunité pour non seulement montrer la qualité supérieure de son produit mais aussi pour réaffirmer sa place de leader national dans le secteur de la cimenterie. L'industriel a pu également montrer l'estime dont il jouit auprès des plus hautes autorités dont madame le Premier Ministre Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA a salué l'exemplarité au cours de son allocution lors d'un panel organisé en marge du salon.

Il faut rappeler que le groupe est présent au Gabon depuis juin 2013, à travers ses deux filiales à savoir Cimaf Gabon et CimGabon dont l'activité de ciment a été mise en stand-by avec l'augmentation de capacité de Cimaf Gabon, mais poursuit cependant son activité de production de clinker.

La société Cimaf Gabon a une capacité de production annuelle de 850 000 t pour satisfaire le marché local dont les besoins se situent aux environs de 600 000 t de ciment par an. Elle a une employabilité directe et indirecte de plus de 500 personnes. Les investissements cumulés ces dernières années représentent plus de 60 milliards de FCFA avec en perspective le projet de construction d'une usine de clinker signé le 13 septembre dernier pour un investissement global de plus de 86 milliards de FCFA avec à la clé 1400 emplois lors de la phase de construction et 500 emplois permanents en phase d'exploitation sans compter les retombés économiques multiformes.



Cimaf Gabon est une entreprise responsable qui respecte les lois et règlements en vigueur ainsi que des obligations sociales d'entreprise. Régulièrement à jour de ses contributions fiscales et cotisations sociales, elle a depuis ses nombreuses années mis en avant une politique d'entreprise citoyenne avec de nombreuses actions sociales et de développement. On pourrait citer à ce titre, la caravane sociale qui a dans les chefs-lieux de province et les localités du pays, distribué des dons divers et variés dans les établissements scolaires, les orphelinats et les centres de soins, et participé à la lutte contre l'insalubrité via la dotation en bacs à ordures dans la capitale Libreville, en procédant également à la réhabilitation de pompes publiques, d'infirmerie, de pont et autres voies d'accès dont celle d'un linéaire de 1km inaugurée en Octobre 2022 à Owendo en présence du Ministre d'Etat à l'industrie et dont le coût de construction est estimé à environ 700 Millions de FCFA.





## LE CONSEIL GABONAIS DES CHARGEURS (CGC)

Le Conseil Gabonais des Chargeurs (CGC), bras séculier des Pouvoirs Publics en tant qu'acteur majeur au service des importateurs et exportateurs depuis 50 ans, contribue fortement à la mise en œuvre des initiatives du Gouvernement sur un certain nombre de leviers de l'économie nationale.



En tant qu'acteur public ayant la charge de l'accompagnement des industriels dans leurs activités d'import-export, le CGC a tenu à travers cette occasion exceptionnelle à démontrer sa détermination à assister et encadrer les entreprises dans leurs activités mais surtout de porter sa contribution en tant qu'outil d'aide à la décision. En effet, la nouvelle équipe managériale du CGC dirigée par Monsieur Pierre Moïse MBA a mis le cap sur un projet d'entreprise dénommée « Redynamisation » pour l'arrimer aux nouvelles orientations socio-économiques des plus Hautes Autorités gabonaises dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Accélération de la Transformation de l'économie (PAT). A ce titre, le CGC tenait donc à présenter sa nouvelle stratégie d'implémentation, à rappeler et vulgariser ses missions et l'importance de ses outils d'encadrement du trafic, sensibiliser les participants à ce salon sur la réglementation en matière de transport de fret multimodal, présenter ses différents services dédiés aux chargeurs et promouvoir son Cahier Statistiques.

La Direction Générale du CGC résolument engagée à soutenir la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique, vise les objectifs de développement durable de l'agenda 2030 des Nations Unies. Dans cette dynamique, elle a également intégré dans son Plan d'actions globale et son processus de restructuration, le projet de décarbonation dans le secteur des transports de fret multimodal, autant de nouvelles perspectives qui visent à garantir la transition écologique et la protection de l'environnement dans le secteur des transports au Gabon.

# La Baie des Rois : la voie vers la Green City



Plan d'aménagement de la Baie Des Rois

## Un projet en phase avec les Objectifs de Développement Durable

Du fait de son positionnement géographique et de sa nature de centre-ville maritime, la Baie des Rois a pour vocation de constituer une référence régionale d'éco-quartier, qui répond **aux enjeux de durabilité et aux objectifs climatiques internationaux dans sa démarche planification urbaine.**

Le projet fait l'objet de labels éco-responsables tels que la certification écologique Excellence in **Design for Greater Efficiency (EDGE)**, développée par la Société financière internationale (SFI), avec pour objectif de **réduire son empreinte environnementale des bâtiments.** Il se place également dans la lignée des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies.



Esquisse d'un bâtiment éco-responsable en cours de développement



Le continent africain est actuellement confronté à plusieurs défis majeurs : changement climatique, croissance démographique, urbanisation grandissante. Face à ces changements, les notions de ville durable et de mobilité sont clés pour la réussite et le développement de la société. À Libreville, l'une des réponses réside dans l'intervention de la **Façade Maritime du Champ Triomphal (FMCT)**, filiale du Fonds Souverain de la République Gabonaise (FSRG) dont le mandataire exclusif est le Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS).

Depuis 2015, la FMCT est chargé de piloter le projet phare de **La Baie des Rois** qui constitue la première étape d'une transformation en profondeur de la capitale gabonaise comme une ville durable, dynamique et ouverte sur le monde.



Aperçu d'un bâtiment en construction



La gestion des eaux usées et des eaux pluviales



L'installation de système d'éclairage intelligent et économe



L'intégration d'espaces verts et piétons



La valorisation de l'écosystème naturel local



La conception de bâtiments respectueux de l'environnement

À ce jour, **25%** de la réclamation sur la mer ont été réalisées permettant la **viabilisation de la zone Nord** sur laquelle **10 projets de bâtiments** sont en cours de développement.



## LA SOCIÉTÉ ÉQUATORIALE DES MINES (SEM)

Le deuxième industriel des mines après la COMILOG était également présent lors de cet événement. En effet, la SEM, entreprise publique à gestion privée, a été créée en août 2011 par le gouvernement gabonais. Assistée techniquement par le ministère des Mines, cette entreprise est rattachée à la Présidence de la République. Le stand mettait en avant les missions dévolues à la SEM à savoir participer activement au développement du secteur minier au Gabon en contribuant par ses activités à l'amélioration des connaissances géologiques et à la promotion des opportunités d'investissement dans ce secteur stratégique. Ses missions s'articulent autour de trois axes : la gestion des intérêts de l'État gabonais dans les projets miniers, le développement et l'exploitation des projets mi-

niers, en tant qu'opérateur unique ou en partenariat avec d'autres entreprises du secteur et la commercialisation des métaux précieux en développant des réseaux d'approvisionnement légaux et des partenariats commerciaux tant au niveau national qu'à l'étranger.

Pour ce faire, la SEM a défini une stratégie qui consiste à exploiter, moderniser et développer un portefeuille de métaux de base qui offre des rendements de premier plan à nos actionnaires tout au long de notre cycle de développement.

La SEM est une entreprise industrielle citoyenne qui fait de la santé et sécurité de l'environnement la priorité absolue dans toutes ses activités, en appliquant des standards élevés en matière de transparence.





# GABON ENVIRONNEMENT SERVICE

Gabon vert, notre priorité !

## ACTEUR DE L'ÉCONOMIE VERTE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.

Gabon Environnement Service (GES), société innovante basée à Owendo, est spécialisée dans l'incinération et la valorisation de déchets industriels et médicaux dangereux. Acteur majeur du marché stratégique du traitement et de la valorisation des déchets au Gabon, G.E.S dispose d'installations modernes à la pointe de la technologie et aux normes nationales et internationales.

Pour assurer une qualité de gestion du tri des déchets, en plus d'avoir un service QHSE, des techniciens et ingénieurs de diverses compétences, l'usine GES est équipée d'un laboratoire contrôle qualité des paramètres d'hydrocarbures et d'un incinérateur pour le traitement des déchets, doté d'un analyseur de fumées pour le contrôle des rejets atmosphériques.

L'incinération des déchets industriels et hospitaliers, la valorisation des huiles usagées, des rebuts ferreux et le broyage des déchets plastiques en vue de leur recyclage, constituent le cœur de l'activité de G.E.S. Cette activité répond au besoin de plus en plus urgent de traiter ces agents polluants encore plus présents dans notre environnement, du fait de la croissance de l'activité industrielle et hospitalière au Gabon.

L'équipe en place de GES est mobilisée au quotidien, aux côtés de l'Etat et de l'ensemble des opérateurs publics et privés, pour relever le défis de préserver notre écosystème des risques de pollutions et de nuisances afin d'assurer l'essor d'une économie verte au Gabon.

Créateur d'emploi, l'effectif de GES est passé de 18 personnes en 2019 à 43 personnes aujourd'hui. L'entreprise est inscrite dans une démarche qualité en cours de certification ISO 14 001, ISO 9001 et 45 001 pour assurer la satisfaction de ses clients, du secteur pétrolier, minier et des PME et sociétés nationales, internationales soucieuses de la qualité de vie des Gabonais et de l'environnement.

### LES CHIFFRES CLÉS

43  
emplois

796 tonnes  
de déchets  
éliminés en  
2021

2880 tonnes par an, objectif  
de capacité d'élimination  
(à terme) de déchets  
industriels et médicaux





**PUBLIREPORTAGE**





# Enquête



## INVESTISSEMENT Une nouvelle arnaque nommée «Sonnedix Gabon»

Après les plus connues, BR Sarl et JDS Technologies, une nouvelle arnaque a fait de nombreuses victimes parmi les internautes gabonais : «Sonnedix Gabon». Si elle se présentait comme une filiale du groupe industriel français, l'intéressé a formellement désavoué l'entreprise qui promettait des gains considérables à ses potentiels investisseurs avant de disparaître dans la nature sitôt la supercherie mise à nue.

## AUX «BONS» SOUVENIRS DE BR SARL

Une affaire traumatisante que celle dite « BR Sarl » du nom de l'établissement de microfinance «Bâtisseur de richesse Sarl» qui a défrayé la chronique dès 2015, au point qu'en 2022, soit sept ans après, ses 18 000 victimes continuent d'attendre réparation, y compris de la part de l'État gabonais et de la Commission bancaire d'Afrique centrale (Cobac) accusés tous deux de ne les avoir pas protégés. Il faut dire que la société dont le gérant a fui hors du Gabon était connue de ces deux parties. Le contraire serait inenvisageable.

Pour cause, trois ans avant le scandale, l'entreprise avait exercé sur le territoire national, allant jusqu'à étendre son activité et communiquant abondamment sur internet et sur les médias locaux, dont la chaîne publique Gabon Télévision. Comptant parmi les vic-

times, plusieurs fonctionnaires auraient d'ailleurs reçu la permission de domicilier leur salaire chez BR Sarl via les banques partenaires de l'État, croyait savoir l'analyste économique Mays Mouissi, dans un article sur son blog, en novembre 2015. Le régulateur Cobac et le ministère de l'Économie, qui s'était résolu à fermer les agences de l'établissement à la raison qu'il ne disposait pas d'agrément, ont-ils fait preuve de négligence ? Cela ne fait plus de doute.

Portée par Emmanuel Mve Mba, président du Congrès des agents de l'administration publique, parapublique et privée de l'État (Cappe), l'affaire est actuellement devant la justice, y compris au niveau continental et international. Quelle était donc la promesse faite par BR Sarl pour convaincre autant d'épargnants ? Un rendement de 43% en seulement trois mois ! L'affaire était alléchante, mais très peu crédible. Beaucoup l'ont appris à leurs dépens. ●

## DE L'ÉLECTRONIQUE À L'ÉPARGNE

Comme si l'« affaire BR Sarl » n'avait pas servi de leçon, cinq ans après, une autre entreprise, JDS Technologies, est parvenue à se jouer d'autres internautes. Le pot aux roses a été découvert en août dernier. Promettant lui aussi des gains non négligeables pour ses investisseurs, l'opérateur avait lancé sur les réseaux sociaux une vaste campagne de recrutement. Une opération qui lui aurait permis d'ajouter à son portefeuille client « des milliers d'investisseurs », selon les estimations du ministère de l'Économie et de la Relance.

Seulement, dans un communiqué officiel publié, le 14 septembre dernier, le gouvernement avait clairement fait savoir que JDS Technologies était titulaire d'un agrément de commerce et exerçait officiellement dans la vente de matériel informatique. La société n'avait donc pas vocation à collecter l'épargne des citoyens pour laquelle elle promettait des rémunérations exceptionnelles. À l'époque déjà, les autorités avaient tiré la sonnette d'alarme, invitant les populations « à s'abstenir de conclure toute transaction avec tout opérateur proposant des taux de rendement exorbitants ». Un avertissement qui n'a pas freiné l'appétit de certaines d'autres personnes avides d'argent. ●

## «SONNEDIX GABON», UNE DERNIÈRE POUR L'ANNÉE !

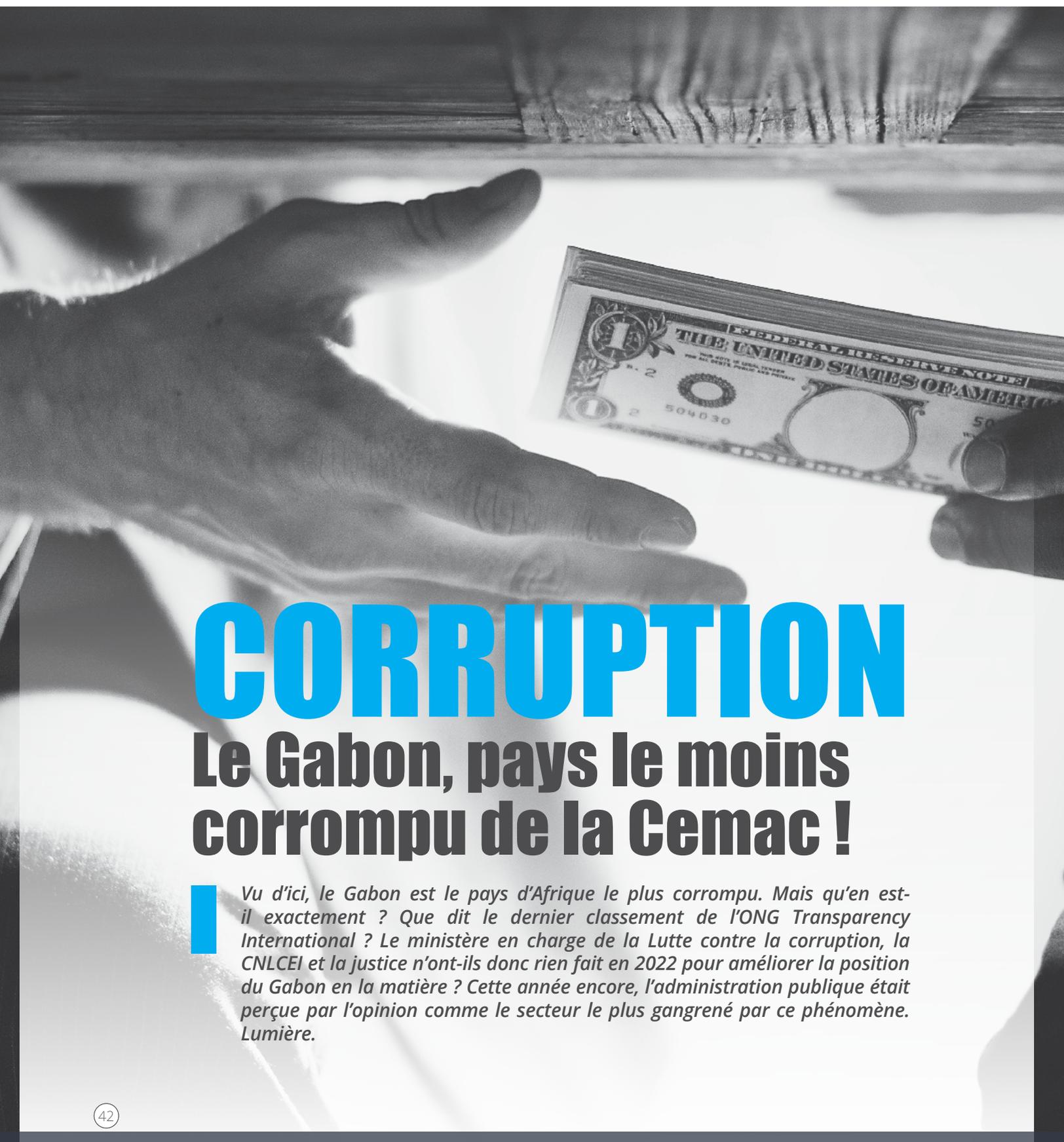
Deux arnaques massives en une année ! L'éventualité était peu probable. C'est pourtant ce qui est arrivé peu après la découverte de la supercherie de JDS Technologies : promettant elle aussi « la richesse » à ses potentiels investisseurs, «Sonnedix Gabon» a à son tour collecté l'épargne de plusieurs centaines d'individus à travers les réseaux sociaux et la plateforme de communication WhatsApp. La pseudo entreprise présentait son offre comme « une opportunité d'investissement très rentable et très sûre » dans le domaine de la fourniture d'énergie solaire.

Seulement, en dépit des nombreuses actions de solidarité posées sur le terrain cette année, aussi bien à Libreville au profit des orphelinats qu'à l'intérieur du pays, des doutes s'exprimaient déjà dans l'opinion quant à l'existence juridique de la société. « Je ne pense pas que cette fameuse société dispose d'un agrément pur faire ce qu'elle fait actuellement », a d'ailleurs confié à Enoromi Magazine un fonctionnaire du ministère de l'Économie sous le couvert de l'anonymat. Les autorités gabonaises feraient mieux de se pencher sur ce cas assez rapidement pour éviter l'accroissement du nombre de victimes, et surtout pour ne pas être accusées à nouveau de négligence.

En attendant la réaction de l'administration publique, journaliste et contributeur à Enoromi Magazine, Boursier Tchibinda a mené sa petite enquête auprès de la société mère Sonnedix. Comme il fallait s'y attendre, les doutes de certains ont été confortés dans l'idée qu'il s'agissait d'une nouvelle arnaque. « Actuellement, Sonnedix n'a pas d'opérations en Afrique [...] et nous n'y soutenons aucun intermédiaire », tranche dans son communiqué publié le 28 décembre 2022 la société Sonnedix, la vraie, tout en indiquant que son compte Twitter est son « seul canal de communication officiel ».

Et contrairement à l'usage de la fameuse «Sonnedix Gabon» sur Facebook, l'entreprise française créée en 2009 assure qu'elle ne sollicite jamais ni l'argent ni les informations personnelles des internautes. Depuis son communiqué, sa fausse filiale (qui usurpait jusqu'à son logo) a disparu des réseaux sociaux...après avoir fait de nouvelles victimes au Gabon. ●

# Dossier



## CORRUPTION

### Le Gabon, pays le moins corrompu de la Cemac !

**Vu d'ici, le Gabon est le pays d'Afrique le plus corrompu. Mais qu'en est-il exactement ? Que dit le dernier classement de l'ONG Transparency International ? Le ministère en charge de la Lutte contre la corruption, la CNLCEI et la justice n'ont-ils donc rien fait en 2022 pour améliorer la position du Gabon en la matière ? Cette année encore, l'administration publique était perçue par l'opinion comme le secteur le plus gangrené par ce phénomène. Lumière.**



## UNE RÉPUTATION QUI COLLE À LA PEAU

Il faut le reconnaître, la réputation du Gabon, en matière de corruption, n'est pas flatteuse. Le pays est considéré comme le plus corrompu du continent, ou du moins un des premiers. Le sentiment est d'ailleurs vécu au niveau local où, après avoir présenté pendant plusieurs années le Cameroun comme le chef de file des pays corrompus de la sous-région de l'Afrique centrale, beaucoup doutent désormais des chiffres voulant que le Gabon ne lui ait pas ravi sa place. Ainsi, en dépit des initiatives gouvernementales visant à lutter contre le phénomène, de nombreux Gabonais disent ne voir aucun changement. La réputation est donc pour le pays un parfum dont il ne se débarrassera pas de si tôt.

La raison de ce sentiment, particulièrement partagé par la classe moyenne et les populations les plus vulnérables, est la persistance des actes de corruption notamment en administration publique : l'accélération dans le traitement d'un dossier nécessite souvent de graisser la patte au fonctionnaire qui le réceptionne voire à toute la chaîne avant que celui-ci aboutisse et l'accès à certains marchés publics ne fait pas exception. Sur les routes, « saluer le képi » du policier ou gendarme qui vous interpelle est devenu une habitude banale, presque une norme à laquelle se plie sans rechigner tous les transporteurs en commun. Les plaintes des organisations syndicales, à l'instar du Syndicat libre des transporteurs terrestres du Gabon (Syltteg) n'y ont rien fait depuis des années. Les habitudes ayant la peau dure.

Seulement, il faut également reconnaître que des mesures sont prises, dans un premier temps pour réprimer le phénomène avec des condamnations pénales dont les dernières datent de cette année 2022. C'est notamment le cas des procès organisés entre juin et juillet dans le cadre de l'Opération Scorpion qui a vu d'anciens hauts cadres de l'administration publique être lourdement condamnés par la justice. Dans un second temps, les autorités n'ont pas cessé de multiplier les campagnes de sensibilisation et de s'allier avec des organisations internationales pour réduire l'ampleur de la corruption dans le pays.

En avril 2022, l'institution bancaire prévoyait toutefois que l'inflation devrait s'établir 2,9% en fin d'année, et à 2,5% en 2023. Nous y sommes visiblement. ●

## ENTRE SENSIBILISATION ET RÉPRESSION

Il est vrai que, lancées ces dernières années grâce à des dénonciations anonymes, les opérations anticorruptions baptisées « Mamba » et « Scorpion » (qui n'a pas été bouclée à ce jour) ont eu un certain succès, mais les autorités gabonaises semblent convaincues que la victoire face à la corruption peut également être acquise à travers la sensibilisation. Cette année, comme lors des précédentes, plusieurs initiatives allant dans ce sens ont été lancées aussi bien par le gouvernement, par l'entremise du ministère en charge de la Lutte contre la corruption, que par la Commission nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite (CNLCEI).

À la faveur des conférences budgétaires de juillet 2022, Me Francis NKEA NDZIGUE, ministre en charge de la Lutte contre la corruption, a plaidé pour la mise en place d'une plateforme de dénonciation de tout acte perçu comme

de la corruption. Sa volonté : « Faire en sorte que tous les citoyens participent à ce combat. »

« Nous voulons mettre en place une plateforme qui permettrait à tout citoyen de dénoncer la corruption. C'est une manière vraiment très importante de lutter contre la corruption : il faut la dénoncer, sinon les autorités chargées de lutter contre ce phénomène ne connaîtront pas les auteurs », avait expliqué le membre du gouvernement cinq mois plus tôt. Une idée qu'il avait déjà présentée en août 2021, dans le même cadre des conférences budgétaires. Homme de loi, il espère la concrétiser en 2023.

En termes de sensibilisation, les autorités gabonaises voient également dans l'éducation un moyen de lutte non négligeable. C'est dans cette optique que le gouvernement ambitionne d'intégrer un module anticorruption dans le système éducatif. « Il faudrait que, dans notre pays, dès que le jeune citoyen fait ses premiers pas à l'école, il sache faire la différence entre ce qui appartient à l'intérêt public et ce qui appartient à l'intérêt privé », avait justifié à l'époque Me Francis NKEA NDZIGUE.

Pour sa part, chargé lui aussi de lutter contre la corruption, Nestor MBOU, président de la CNLCEI, a multiplié cette année les rencontres de sensibilisation. Au nombre de ces sensibilisations, l'on se rappelle notamment son invite adressée aux leaders des confessions religieuses du Gabon en faveur d'un partenariat avec la Commission.

« L'homme de Dieu tel que l'on vous désigne communément, vous êtes les médecins des âmes et des esprits ainsi que la caution morale de toute société. À ce titre, nous sommes convaincus que votre discours au sein de vos assemblées respectives pourrait être un vecteur de vulgarisation de pratiques vertueuses de bonne gouvernance et de gestion orthodoxe de la chose publique. Il s'agira de sensibiliser et d'éduquer la famille, socle de notre vie sociale avec un accent particulier pour notre jeunesse porteuse de nos espoirs d'avenir. Votre remarquable implantation géographique à travers le territoire nous semble un gage d'efficacité de cette approche », avait-il adressé à ses interlocuteurs lors de la célébration de la dernière édition de la Journée africaine de lutte contre la corruption. ●



**Moov  
Africa**

Gabon Telecom



**ier**

**EN AFRIQUE  
CENTRALE**

**LE MEILLEUR DU  
TRÈS HAUT  
DÉBIT**

Jusqu'à  
**500** Mb/s



**MoovBOX**

[moov-africa.ga](http://moov-africa.ga)

## SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Souhaitant améliorer sa position dans le classement mondial de l'Indice de perception de la corruption, le Gabon est également présent sur la scène internationale. Le pays qui a officiellement intégré le Commonwealth cette année a eu à cœur de se fondre assez rapidement dans la masse en prenant part aux rencontres organisées par les structures de cette organisation anglo-saxonne. C'est notamment le cas de la participation de la CNLCEI au Programme de leadership et gestion de haut niveau pour les chefs d'agences de lutte contre la corruption des pays africains membres du Commonwealth. C'était à Maurice de fin oc-

tobre à début novembre dernier. L'objectif : nouer de nouveaux partenariats devant permettre au Gabon d'améliorer sa stratégie de lutte.

Ce mois de décembre, c'est également la même démarche qu'a effectuée le ministre Francis NKEA NDZIGUE en prenant part à la première réunion ministérielle des organes de lutte contre la corruption dans les États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), en Arabie Saoudite. Là-bas, le membre du gouvernement a signé la Convention de Makka Al-Mukarramah, présentée par le secrétaire général de l'OCI, Hissein BRAHIM TAHA, comme « le cadre le plus approprié pour prévenir et combattre la corruption, grâce à des mécanismes efficaces de prévention, d'application de la loi, de coopération

internationale et de recouvrement des avoirs ».

« La corruption est une infraction transnationale. Il est tout à fait normal qu'il y ait des informations, des relations, des protocoles entre les pays, pour pouvoir poursuivre les personnes qui commettent cette infraction (et) il faut bien des conventions entre les États pour pouvoir récupérer les personnes et les biens détournés dans nos États respectifs. Nous pensons que l'initiative est louable. Cette convention est venue à point nommé. Notre pays en a déjà signé plusieurs, notamment avec le monde occidental. Il était important que nous signions aussi une convention avec le monde islamique », a pour sa part déclaré le dirigeant gabonais. ●

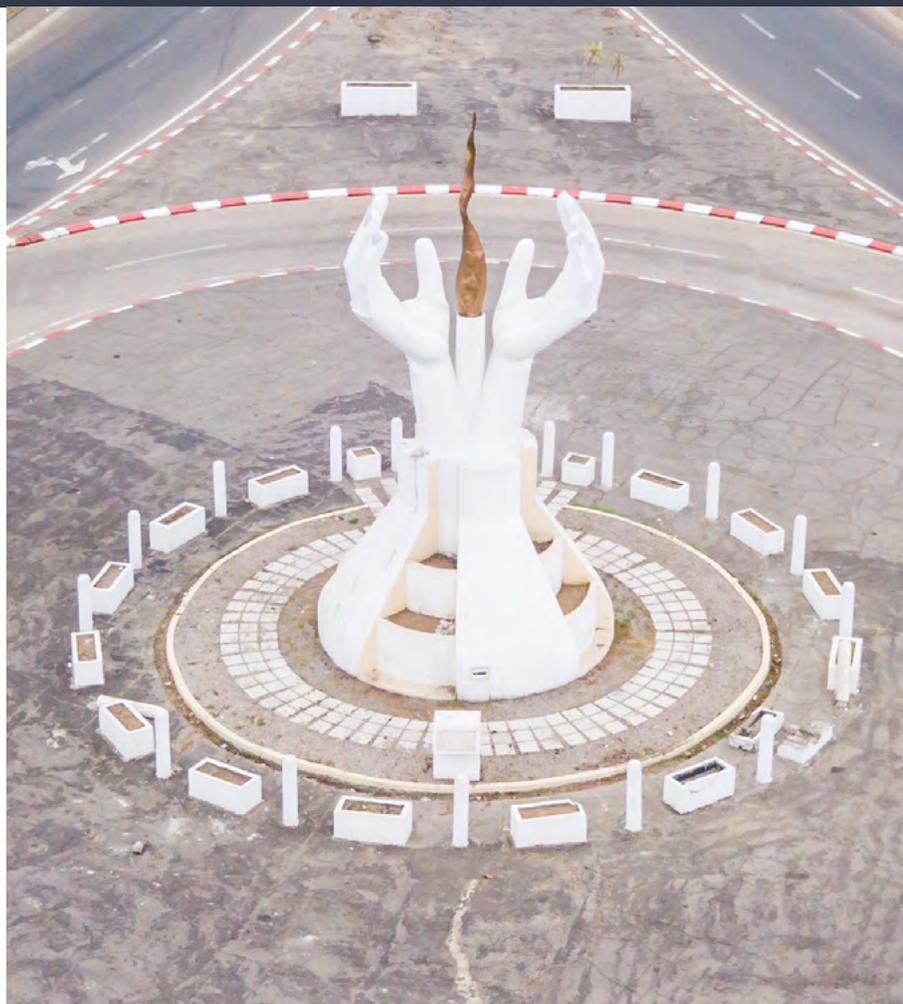
## LE GABON, PAYS LE MOINS CORROMPU DE LA CEMAC !

Contrairement à l'idée que beaucoup se font, en fin de compte, le Gabon est loin d'être le pays le plus corrompu du continent africain. Aux dernières nouvelles, cette place est occupée par le Soudan du Sud. Dans le dernier Indice de perception de la corruption de l'ONG Transparency International, Djouba est d'ailleurs perçue comme la capitale la plus corrompue du monde, avec un indice de 11.

Avec un indice de 31, le Gabon est donc parmi les six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) celui où le niveau de corruption est le plus faiblement ressenti. Ainsi, si l'on tient compte de l'IPC de Transparency International, le classement des pays de la zone donnerait ceci (du plus corrompu au moins corrompu)\* :

1. Guinée équatoriale (17)
2. Tchad (20)
3. Congo (21)
4. Centrafrique (24)
5. Cameroun (27)
6. Gabon (31)

**(\*) Plus l'indice est proche de 100, moins le niveau de perception de la corruption est élevé. ●**





SCG-Ré

# Premier signataire de la Déclaration de Nairobi en zone CIMA.



THE NAIROBI  
DECLARATION ON  
SUSTAINABLE  
INSURANCE



« S'investir avec passion et efficacité au service d'un monde durable. »



► INTERNATIONAL

# SOMMET USA-AFRIQUE

## L'Oncle Sam fait son retour sur le continent

Sur fond de percée de la Russie et de la Chine sur le continent, le président américain Joe BIDEN a reçu du 13 au 16 décembre 2022 les chefs d'État et de gouvernement africains à Washington, lors du sommet USA-Afrique. Comment contrer ces puissances qui menacent l'influence occidentale sur le continent ? Cet événement marque-t-il le grand retour des USA en Afrique ? Décryptage.

### Premier sommet du genre pour Joe BIDEN

C'est seulement la deuxième fois de l'histoire que cet événement est organisé. La dernière grande rencontre entre les États-Unis et le continent africain datait de la présidence OBAMA, en 2016. Durant le mandat du républicain Donald TRUMP (2016-2020), le continent africain n'avait figuré sur aucun agenda américain, son administration privilégiant les continents asiatique et sud-américain. Durant cette période de relative indifférence, d'autres acteurs en ont profité pour renforcer leur présence ou marquer leur arrivée sur le continent. Mais certains événements enregistrés cette année ont obligé les États-Unis d'Amérique à changer radicalement leur

comportement vis-à-vis de l'Afrique. Une conséquence de la guerre commerciale menée à l'encontre de la Chine et de la lutte d'influence qui la met aux prises avec la Russie.

Historiquement, le pays de l'Oncle Sam n'a jamais fait du continent africain une de ses priorités. Bien qu'ayant soutenu les luttes d'indépendance des pays africains pour sortir du colonialisme européen, les Nord-Américains n'ont jamais cherché à nouer de grands partenariats avec les jeunes états africains. En dépit de son long passé colonial, les États-Unis étant une ancienne colonie britannique, les Américains avaient laissé à leurs alliés européens (français, anglais, espagnols, belges et portugais), le soin de maintenir des relations étroites avec les pays africains, limitant leur influence au domaine culturel à travers leur vaste réseau consulaire et diplomatique. Malheureusement, au cours de ces trente dernières années, le monde va connaître une grande mutation avec la mondialisation et l'arrivée des pays émergents. Le commerce international grâce à son essor considérable dû à la mondialisation va permettre la percée de nouveaux pays qui vont à leur tour chercher à étendre leur influence en Afrique et ainsi bousculer les positions avantageuses qu'occupaient les anciennes puissances coloniales européennes.

## Une influence chinoise très étendue en Afrique

Les pays asiatiques sont les premiers à faire leur percée sur le continent africain avec la Chine. L'Empire du Milieu va faire du continent sa cible privilégiée en raison de l'abondance des matières premières qui s'y trouvent. À partir de la décennie des années 90, la Chine va accorder des prêts avantageux aux États africains pour qu'ils financent la construction des infrastructures qui leur font cruellement défaut. En outre, elle va faire de l'Afrique un débouché pour les nombreux produits manufacturiers qui sortent de ses usines et importer massivement les ressources naturelles dont elle impérieusement besoin en échange de ses investissements.

Ainsi, de Nairobi jusqu'à Kinshasa, Libreville, Lomé ou Kampala, les hommes d'affaires chinois sillonnent le continent et investissent à coût de milliards de dollars pendant que les Européens se reposaient sur leurs lauriers. Autre atout majeur qui explique la réussite chinoise : la non-ingérence dans la politique intérieure des pays africains alors que les Américains et leurs alliés européens imposaient des normes

telles que la bonne gouvernance, la démocratie et les droits de l'homme pour bénéficier d'aides financières. Conclusion : en moins de vingt ans, la Chine est devenue le principal bailleur de fonds et créancier de l'Afrique.

Pour l'année 2021, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique culminaient à 254 milliards de dollars contre seulement 64 milliards de dollars pour les États-Unis sur cette même période. Dans le même temps, l'influence de la France, de l'Angleterre, de la Belgique, de l'Espagne et du Portugal ne cessait de décroître dans les pays africains pourtant proches depuis des siècles. Cette perte d'influence va être exposée au grand jour avec les événements en Afrique de l'ouest (Mali, Burkina Faso) et centrale (Centrafrique) où la France est mise en difficulté par une autre grande puissance : la Russie. En outre, d'autres acteurs émergents font aussi leur entrée sur le continent africain : Inde, Turquie, Japon et même le petit État insulaire Taiwan cherchent ainsi à nouer des partenariats.

## 55 milliards de dollars pour contrer les influences russes et chinoises

C'est sans conteste la réaction des pays africains qui n'ont majoritairement ni condamné ni appliqué des sanctions économiques contre la Russie à la suite de son invasion en Ukraine qui aura poussé les autorités américaines à revoir leur politique sur le continent africain. L'administration BIDEN a décidé de frapper un grand coup en invitant les chefs d'États et de gouvernement africains à Washington pour ce second sommet USA-Afrique du 13 au 16 décembre 2022. Cette rencontre aura été l'occasion pour le président américain d'afficher la volonté qui anime désormais l'Amérique : faire de l'Afrique le cœur de sa nouvelle diplomatie et un partenaire privilégié sur le plan économique. Mais en a-t-elle seulement les moyens ?





La réponse est affirmative selon les autorités américaines qui veulent ainsi marquer leur grand retour. Pour cela, un investissement de 55 milliards de dollars a été annoncé sur 3 ans dont 2,5 milliards serviront pour lutter contre l'insécurité alimentaire, 75 millions seront destinés au renforcement des institutions démocratiques et 100 millions affectés à l'assistance sécuritaire. Autre nouveauté, la réforme de l'AGOA, la Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique, jugée trop limitée dans son application. En effet, peu de pays africains ont pu profiter de ce cadre en raison de sa limitation aux secteurs comme les hydrocarbures et les textiles. Renouvelé pour 10 ans en 2015, le président Donald TRUMP avait même tenté de le remplacer par l'initiative Prosper Africa en réponse aux influences chinoise et russe sur le continent. Pour l'administration BIDEN, il s'agira de l'arrimer à la Zone de libre-échange africaine (Zlecaf) forte de son 1,3 milliard de consommateurs. Ainsi, les États-Unis vont donc changer leur approche bilatérale des relations avec les pays africains pour privilégier des relations multilatérales qui sont mieux en phase avec les réalités du moment.

## Des rencontres bilatérales en marge du sommet

En marge de ce sommet, des rencontres en tête à tête avec quelques présidents africains ont eu lieu pour échanger sur des thématiques particulières. Ainsi, le président gabonais Ali BONGO ONDIMBA a pu échanger avec son homologue à la Maison-Blanche sur la préservation des écosystèmes naturels dont le Gabon est une référence en Afrique. Le président BIDEN a également échangé avec le Premier ministre éthiopien Abiy AHMED sur le conflit au Tigré dans le nord de l'Éthiopie. Il a également reçu le président congolais Félix TSHISEKEDI au sujet de la rébellion du M23 qui déstabilise l'est de la République démocratique du Congo. D'autres rencontres entre les représentants du gouvernement américain et les dirigeants somaliens, dont le président Hassan CHEICK MOHAMOUD sur la lutte contre le terrorisme et les milices islamistes Shebabs ont également été organisées.

Même s'il est clair que les États-Unis d'Amérique ont voulu marquer leur retour sur le continent africain, il est clair que cela ne changera pas leur politique globale à moyen et long terme en Afrique qui ne représente pas le véritable enjeu géostratégique à leurs yeux. Pour le pays de l'Oncle Sam, l'espace indopacifique reste la zone prioritaire d'influence, qui est menacée par la Chine. Ce regain d'attention pour l'Afrique n'est dû qu'à un hasard de circonstances à un moment où les alliés européens perdent pied sur le continent face à la Chine, la Russie et la Turquie. ●

Jean Paul Augé OLLOMO

Premier partenaire de l'État,  
Olam apporte sa contribution au  
Plan d'Accélération de la  
Transformation pour un  
élargissement du tissu  
industriel national et la  
promotion du "Made in Gabon".

**1**

**1ER EMPLOYEUR DU SECTEUR PRIVÉ**  
PLUS DE 10.000 EMPLOIS CRÉÉS  
98% DE GABONAIS, DONT 38% DE FEMMES

**2**

TOUTES NOS PLANTATIONS SONT CERTIFIÉES RSP0.  
NOUS SOMMES LE PLUS GRAND PRODUCTEUR  
INTÉGRALEMENT CERTIFIÉ EN AFRIQUE.  
NOUS PRODUISONS DE L'HUILE DE PALME BRUTE  
ET DE L'HUILE DE PALMISTE POUR LE MARCHÉ LOCAL  
ET INTERNATIONAL.



Olam Palm Gabon s'engage pour  
la production et l'approvisionnement  
durables en huile de palme.

Nous soutenons pleinement la norme RSP0,  
la protection des forêts et des écosystèmes  
à Haute Valeur de Conservation (HVC)  
y compris les zones à Haut Stocks de Carbone (HSC).

Nous contribuons aussi à l'amélioration des  
conditions de vie des populations locales et  
au développement rural.



Nous valorisons au Gabon  
de nombreux corps de métiers  
tels que l'agriculture, le génie civil,  
les systèmes d'information, la logistique et le commerce.

Nous développons les filières et talents nationaux pour  
la prospérité de notre entreprise ainsi que les hommes et  
femmes qui s'y investissent.



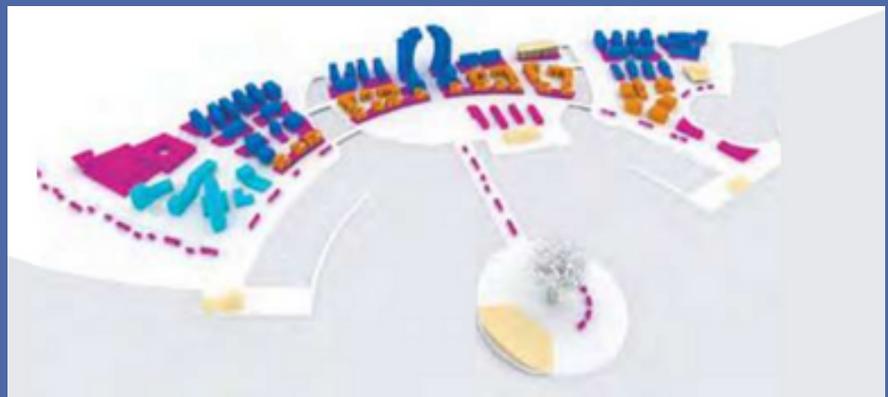
LA BAIE DES ROIS

# Investissez sur la Baie Des Rois

UN PROJET DURABLE, MODERNE ET OUVERT SUR LE MONDE



- Bureaux : 204 175 m<sup>2</sup>
- Logements : 41 220 m<sup>2</sup>
- Commerces : 80 340 m<sup>2</sup>
- Hôtels : 25 000 m<sup>2</sup>



@baiedesrois



Façade Maritime du Champ Triomphal (FMCT)

Libreville, Gabon

Tél. : +241 76 50 11 52

[contact-fmct@fmct-gabon.com](mailto:contact-fmct@fmct-gabon.com)

[www.fmct-gabon.com](http://www.fmct-gabon.com)

